

## L'UE en 2017

L'Union européenne s'est affichée comme leader de la lutte contre le réchauffement climatique lors de l'accord de Paris en décembre 2015. Deux ans plus tard, elle peine à prendre des mesures fortes qui lui permettraient d'atteindre l'objectif climatique fixés à Paris. Cet objectif est actuellement de -40% pour 2030 (par rapport à 1990). Compte tenu des augmentations de GES, il devrait être porté à -55% à l'échelle de l'UE.

Or, les négociations climatiques patinent en particulier du fait d'une discordance politique au sein de l'UE : le Parlement européen, la Commission et les Etats-membres n'ont pas les mêmes ambitions climatiques de réductions d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Les points de désaccord portent sur :

- la diminution de 60% des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'UE (agriculture, transports, bâtiments, gestion des déchets),
- la sortie des énergies du passé : le nucléaire et les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon),
- la répartition de l'effort des Etats-membres les plus pollués (le marché carbone ou ETS) censée permettre une réduction de 30% à 40% des émissions européennes des GES d'ici 2030.

Il y a une **cacophonie** en Europe sur la **politique de transition écologique**. Par exemple, les Pays-Bas abandonnent au charbon et annonce la fin des énergies fossiles d'ici 2030. Tandis que la France recule sur l'objectif de réduire la part du nucléaire (de 75 à 50% d'électricité nucléaire en 2025) et repousse l'objectif de 5 à 10 ans, ce qui déclenche les protestations des ONG pour ce qu'ils considèrent comme un énorme renoncement de la France et une soumission au lobby nucléaire (collusion entre états et industries)

Dans le même temps, en France, **Emmanuel Macron**, récemment élu, se veut le **leader européen de la lutte contre le changement climatique**.

En juin 2017, suite à la décision de Donald Trump de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron a appelé les scientifiques, ingénieurs et entrepreneurs américains à venir travailler en France sur « *des solutions concrètes* » pour le climat. Dans un discours en anglais, il a souligné la responsabilité commune de tous les pays : « *Make our planet great again* », a-t-il lancé, dans une paraphrase du slogan de Donald Trump (« *Make America great again* »). Le site <https://www.makeourplanetgreatagain.fr> se veut une plate-forme participative à destination des citoyens européens.

## Actions de l'UE à la COP 23

### **Bonn 2017 : Les États-Unis hors course, Emmanuel Macron veut mettre l'Europe au cœur de la lutte contre le changement climatique**

Très attendu, Emmanuel Macron est considéré entre les murs de la COP comme le porteur de l'accord de Paris, signé après des années de difficiles négociations, lors de la 21<sup>e</sup> conférence sur le climat, organisée au Bourget en décembre 2015. Cet accord dont les négociateurs internationaux discutent ardemment la mise en place depuis maintenant dix jours dans la ville allemande, prévoit une limitation de la hausse des températures globales à moins de 2°C d'ici 2100 (par rapport à l'époque industrielle). Une fois au pupitre, les applaudissements ont de nouveau fusé quand il a annoncé : « *Le Giec [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ndlr] est menacé par la perte des financements américains [suite au retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris annoncé par Donald Trump en juin]. Je souhaite que l'Europe se substitue aux Américains pour compenser ces manques. A partir de 2018, pas un centime ne manquera au Giec. La France sera présente. J'appelle tous mes homologues européens à faire de même* ». En 2015, les Etats-Unis s'étaient engagés à donner 3 milliards de dollars sur quatre ans, pour les financements climat. Avant son départ de la Maison Blanche, Barack Obama avait déjà fourni 1 milliard de dollars, mais Donald Trump a annoncé qu'il ne lâcherait pas un centime de plus. Emmanuel Macron a aussi rappelé que l'Amérique pouvait néanmoins être actrice de la lutte contre le changement climatique : « ce que je souhaite et que je nous fixe comme objectif collectif pour le Sommet que le secrétaire général des Nations Unies, le président de la Banque mondiale ont souhaité porter pour le 12 décembre prochain à Paris, c'est de montrer que les villes et le secteur privé américain sauront compenser la totalité de l'engagement américain en faveur de l'action climatique ».

D'après Aude MASSIOT, *Libération*, 15 novembre 2017

L'Union européenne, qui se veut pourtant à l'avant garde de la lutte contre le réchauffement climatique, peine à prendre des mesures fortes en faveur du climat. Les négociations en cours sur le paquet « énergie » patinent et risquent d'aboutir à la stagnation de l'ambition européenne sur le climat. Le résultat de la réforme du marché carbone (ETS) en est le symbole : alors que le prix de la tonne de CO<sub>2</sub> s'est effondré depuis 2010, les Européens n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une réforme qui soutient la mise en œuvre du principe pollueur-payeur en Europe et enclenche la sortie des énergies fossiles.

La réévaluation des objectifs climatiques et énergétiques européens est au cœur des discussions en cours entre les Etats membres et le Parlement européen. Cela définira le cadre de la transition en Europe pour les 10 prochaines années.

Avancée notable à la COP23, l'annonce du lancement par le Royaume-Uni et le Canada d'une **coalition pour la sortie du charbon baptisée « Powering Past Coal Alliance »** autrement dit « l'Alliance pour la sortie du charbon ». Elle compte 25 membres, dont des collectivités locales et plus d'une vingtaine de pays. La Chine, l'Inde et les USA les plus gros pollueurs de la planète) n'en font pas partie, mais l'alliance a été rejointe, entre autres par, le **Danemark**, les **Pays-Bas**, la Finlande, le Mexique, le Costa Rica et la Nouvelle-Zélande, et aussi par la **France**. Les partenaires de l'alliance comprennent diverses administrations, entreprises et organisations qui se sont unifiées pour prendre des mesures visant à accélérer la croissance écologique et la protection du climat par le retrait progressif et rapide de l'alimentation traditionnelle au charbon. Les ministres canadienne et britannique veulent inciter les autres pays à se doter d'un plan afin de ne plus construire de centrales au charbon sans mode de récupération et de mettre fin éventuellement aux autres actuellement en activité. Les centrales au charbon sans mode de récupération sont celles qui n'enfouissent pas le carbone, ce qui émet beaucoup plus de gaz à effet de serre que celles munies d'une telle technologie.

Le charbon, première source d'électricité dans le monde (40%) est l'énergie la plus dommageable pour le climat et la qualité de l'air, la plus polluante et la moins chère. Elle donc est au cœur de la bataille contre le réchauffement.